



	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Indice	Date	§ modifiés	Nature des évolutions
a	28/09/2023	/	Création du document - version initiale
b	21/02/2024	§1 ; 3 ; 5	Version modifiée suite relecture ELOCA

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

1	PREAMBULE	5
	Demande	5
	Constitution du dossier	5
2	DEFINITIONS ET ABREVIATIONS	7
3	CONTEXTE DE LA DEMANDE	8
	Identité du demandeur	8
	Identité du rédacteur de l'étude	9
	Présentation de l'ELOCA à Brétigny-sur-Orge	9
	3.1.1 Historique de l'ELOCA	9
	3.1.2 Unités présentes au sein de l'ELOCA	9
	3.1.3 Organisation du commandement de l'ELOCA	9
	3.1.4 Emprise de l'ELOCA	10
	3.1.5 Installations existantes au sein de l'ELOCA	13
	3.1.6 Effectif et horaires de travail	13
	Capacités techniques et financières	13
	3.1.7 Capacités techniques et financières de l'ELOCA	13
	3.1.8 Garanties financières	13
4	LOCALISATION DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR LA DEMANDE D'AUTORISATION ...	14
	Implantation des installations	14
	Références cadastrales	14
	Occupation aux abords du site	16
5	REGIME DE CLASSEMENT DES INSTALLATIONS	18
	Généralités sur le classement des ICPE	18
	Situation administrative de l'ELOCA	18
	Classement ICPE de l'ELOCA	18
	Classement par rapport aux rubriques « stockages »	29
	5.1.1 Présentation de la démarche	29
	5.1.2 Recensement des IPD	31
	5.1.3 Définition des Groupes d'IPD	34
	Classement par rapport à la Directive IED	36
	Classement par rapport à la Directive SEVESO 3	36
	5.1.4 Présentation de la démarche de classement	36
	5.1.5 Principe de classement	36
	5.1.6 Dépassement direct du seuil SEVESO	38
	5.1.7 Dépassement du seuil SEVESO par la règle des cumuls	38



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Classement au titre de la Loi sur l'Eau (IOTA)	40
Bilan de classement au titre du Code de l'Environnement selon l'annexe de l'article R122-2	41
Réglementation applicable	42
5.1.8 Procédure de demande d'autorisation environnementale	42
5.1.9 Autres textes réglementaires applicables	43
Rayon d'affichage et communes de la consultation du public	44
Présentation des documents d'urbanisme et servitudes	46
5.1.10 Documents d'urbanisme	46
5.1.11 Servitudes	46

ANNEXE 1 : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DES ARMEES NON CONSTITUTIVE DE DROIT REEL

ANNEXE 2 : PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS AU SEIN DE L'ELOCA (ECHELLE 1/25000^{EME}) – PJ1

ANNEXE 3 : INVENTAIRE DES PRINCIPALES SUBSTANCES / MELANGES UTILISES AU SEIN DE L'ELOCA

Liste des figures

Figure 1 : Plan de situation de l'ELOCA au 1/25000	11
Figure 2 : Plan de masse de l'ELOCA	12
Figure 3 : Plan cadastral (ESID IDF – USID Monthéry)	15
Figure 4 : Occupation du sol (IGN BD Ortho / BD Topo)	17
Figure 5 : Localisation des IPD des zones de stockage – Site existant	33
Figure 6 : Procédure d'autorisation environnementale	43
Figure 7 : Communes intégrées dans le rayon d'affichage de la consultation publique	45

Liste des tableaux

Tableau 1 : Identification du demandeur, du site et du représentant	8
Tableau 2 : Identification du responsable de l'étude	9
Tableau 3 : Coordonnées géographiques du point d'accès à l'ELOCA (Lambert 93)	10
Tableau 4 : Références cadastrales des installations à régulariser (Source : G2D)	16
Tableau 5 : Classement ICPE de l'ELOCA	28
Tableau 6 : Recensement des IPD – Site existant	32
Tableau 7 : Description des groupes d'IPD	34
Tableau 8 : Tableau classement SEVESO règle des cumuls – Site ELOCA	39
Tableau 9 : Tableau de classement IOTA – ELOCA	40
Tableau 10 : Tableau de classement au titre du Code de l'Environnement selon l'annexe de l'article R122-2 – Site ELOCA	41



1 PREAMBULE

Demande

L'Etablissement Logistique du Commissariat des Armées (ELOCA) est implanté sur le quartier Blanquart de Bailleul et est situé au sud-ouest de la commune de Brétigny-sur-Orge, dans le département de l'Essonne (91). L'activité principale de l'ELOCA est le stockage d'habillements, de protections balistiques, de campements, de couchages, d'ameublement, de vivres, de tissus et de matériels de campagne.

L'ELOCA est connu de l'administration du ministère des armées et est considéré comme installation existante au titre des ICPE, initialement sous la rubrique 1510. Les installations sont existantes et en exploitation.

Suite à la dernière inspection par le contrôleur général des armées (CGA), inspection des installations classées, il a été identifié la nécessité de régulariser la situation administrative des installations du site.

L'objet du présent dossier de demande d'autorisation environnementale s'inscrit dans le cadre d'une régularisation administrative des activités de l'ELOCA au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Constitution du dossier

Ce dossier de demande d'autorisation environnementale se compose comme suit :

- ▶ CERFA 15964*03
- ▶ Lettre de demande
- ▶ Partie A - PJ n°47 : Demande d'autorisation (Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières)
- ▶ Partie B - PJ n°46 : Description des installations
- ▶ Partie C - PJ n°5 : Etude d'incidence
- ▶ Partie D - PJ n°49 : Etude de dangers
- ▶ Partie E - PJ n°7 : Note de présentation non technique et résumés non techniques
- ▶ Partie F - PJ n°3, 6, 79 : Annexes (maîtrise foncière, décision cas par cas, conformité réglementaire installation à enregistrement)
- ▶ Partie G - PJ n° 1, 2 et 48 : Plans réglementaires (situation, abords, ensemble)

Le contenu du présent dossier de demande d'autorisation environnementale est réalisé conformément aux articles L.181-1 à L.181-31 (puis R.181-1 à R.181-56) complétés par les dispositions spécifiques précisées au D.181-15-2 du code de l'environnement.

La partie E est une note non technique à destination du public au cours de la consultation. Elle intègre la présentation non technique du projet et les résumés non techniques de l'étude d'incidences et de l'étude de dangers.

La partie F intègre le justificatif de la maîtrise foncière, la décision suite à l'examen au cas par cas et le document justifiant du respect des prescriptions applicables pour les installations classées à enregistrement.

La partie G comporte :

- ▶ Un plan de situation au 1/25 000^{ème} sur lequel est indiqué l'emplacement de l'installation (PJ1),
- ▶ Un plan des abords à l'échelle 1/2500^{ème} (PJ2),
- ▶ Les plans d'ensemble des ouvrages à l'échelle de 1/200^{ème} au minimum (PJ48).



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Nota : L'échelle réglementaire au 1/200^{ème} ne permettant pas de visualiser distinctement les installations, ses composantes et les abords du site, les plans d'ensemble sont joints à une échelle 1/1000^{ème} ou 1/2000^{ème}.

Commenté [EM1]: ELOCA: en attente des plans pour PJ2 et PJ48



2 DEFINITIONS ET ABREVIATIONS

AE : Autorisation environnementale

BPMRE : Bureau Prévention Maîtrise des risques et Environnement

CGA : Contrôle Général des Armées

CGDD : Commissariat général au développement durable

CLP : Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges

ELOCA : Etablissement Logistique du Commissariat des Armées

EPIDE : Etablissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi

ESID : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense

GLCAT : Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

IDF : Ile de France

IED : Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles



IGN : Institut Géographique National

IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux, et Activités

PLU : Plan Local d'Urbanisme

SCA : Service du Commissariat des Armées

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--



3 CONTEXTE DE LA DEMANDE

Identité du demandeur

Le demandeur de l'autorisation environnementale est l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge représenté par le directeur M David MELLOUL qui en assure le Commandement.

Demandeur	
Identité	M. David MELLOUL
Qualité	Directeur ELOCA
Exploitant	ELOCA
Forme juridique	Etat – Ministère des armées
N°SIRET	13000889900192
Code NAF	84.22Z : Défense
Adresse	1 rue du général Delestraint 91220 BRETIGNY SUR ORGE
Téléphone	01 60 85 55 00
Site faisant l'objet de la demande d'autorisation environnementale	
Adresse site	ELOCA 1 rue du général Delestraint 91220 BRETIGNY SUR ORGE
Téléphone site	01 60 85 55 00
Régime actuel	Autorisation ICPE
Nature de la demande	Demande d'Autorisation Environnementale Article L. 181-1 - Installation Classée pour la Protection de l'Environnement « ICPE »
Projet	Régularisation administrative d'installations en exploitation
Nature des activités	Logistiques : stockage d'habillement, de protection balistique, de campement, de couchage, d'ameublement, de vivres, de tissu et de matériel de campagne Atelier bois spécialisé dans la restauration de meubles anciens Ateliers de maintenance, réparations mécaniques et frigoristes sur le matériel du SCA et des remorques (parties châssis uniquement)
Personnes en charge du suivi du dossier	
Monsieur Philippe MOULIN Chargé de Prévention des Risques Professionnels ELOCA de Brétigny-sur-Orge	Tél. : 01 60 85 56 24 philippe2.moulin@intradef.gouv.fr eloca-bretigny.charge-env.fct@intradef.gouv.fr
Madame Fabienne BLONDEL Cheffe Bureau Prévention Maîtrise des risques et Environnement (BPMRE) - ESID IdF	Tél. : 01 39 21 26 25 fabienne.baert-blondel@intradef.gouv.fr
Monsieur Enguerran BALLANDRAS Chargé d'études Environnement BPMRE - ESID IdF	Tél. : 01 39 21 26 25 engerran.ballandras@intradef.gouv.fr

Tableau 1 : Identification du demandeur, du site et du représentant

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

Identité du rédacteur de l'étude

Responsable de l'étude	
Société	NEODYME
Adresse du siège	6, rue de la Douzillère - 37300 Joué-Lès-Tours
Adresse de l'agence	8 impasse Druinot - 75012 Paris
Code NAF	7112B
N°SIRET	47872093100052

Tableau 2 : Identification du responsable de l'étude

Présentation de l'ELOCA à Brétigny-sur-Orge

3.1.1 Historique de l'ELOCA

- ✓ Acquisition du site : pour répondre aux besoins en ravitaillement créés par la première guerre mondiale, une station-magasin est édifiée au sud de la localité de Brétigny-sur-Orge. L'emplacement est retenu en raison de sa proximité avec le triage de la grande ceinture de la SNCF. La station-magasin de Brétigny-sur-Orge en 1916, a la charge de ravitailler deux cent mille hommes et soixante-dix mille chevaux (pain, fourrage, bois de chauffage).
- ✓ Principaux agrandissements : de 1918 à 1939, le site est mis en sommeil. Il est réactivé en 1939, en raison de la seconde guerre mondiale. De 1944 à 2011, la totalité du site est occupée par un régiment (le 1^{er} groupe logistique du commissariat de l'armée de Terre), qui changera plusieurs fois d'appellation et d'organisation interne. Le 31 juillet 2011, le 1^{er} GLCAT est dissous et le site accueille, depuis cette date, l'**Etablissement logistique du commissariat des Armées (ELOCA)** créé sur les infrastructures et missions de l'ancienne 3^{ème} compagnie du 1^{er} GLCAT et l'Etablissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)
- ✓ Modifications : la plus importante modification a eu lieu entre 1985 et 1987, période à laquelle le site accueille l'ancien établissement de l'Habilleme nt d'Issy-les-Moulineaux. La partie « installations sportives » et casernement du site est rasée pour y installer 36 000 m² de bâtiments de stockage. Ces infrastructures ont été complétées depuis lors par la construction de 2 hangars de stockage supplémentaires (bâtiments 0105 et 0109), d'un auvent (bâtiment 0106) ainsi que deux ateliers de maintenance électromécanique et frigorifique (bâtiments 0103 et 0104).

3.1.2 Unités présentes au sein de l'ELOCA



L'ELOCA joue ainsi un rôle important dans l'organisation de la logistique et du soutien des armées. Le site accueille une trentaine de militaires provenant de plusieurs corps différents de l'armée.

3.1.3 Organisation du commandement de l'ELOCA

Dans l'emprise du site, les installations et activités sont organisées autour d'un exploitant : l'Etablissement LOgistique du Commissariat des Armées (ELOCA). Le directeur de l'ELOCA est M. David MELLOUL, Commissaire en chef de 2^{ème} classe.

Par ailleurs, on note la présence de la société ABILIS sur le site de l'ELOCA dans les bâtiments 0080 et 0077. Cette dernière dispose d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public des armées, fournie en annexe 1. Cette mise à disposition a été consentie pour permettre l'entretien et la réparation des équipements balistiques et du matériel de soutien de l'homme dans le cadre d'un marché.

En ce qui concerne les activités, ABILIS est tenu de respecter la législation en matière environnementale et en particulier la Loi sur l'eau.

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

3.1.4 Emprise de l'ELOCA

Le site s'étend sur 17,3 hectares sur 2 communes : Brétigny-sur-Orge et Saint-Germain-Lès-Arpajon, dans le département de l'Essonne, à environ 30 km au sud de Paris.

L'entrée unique à l'ELOCA est située sur la commune de Brétigny-sur-Orge, rue du Général DELESTRAINT, au point de coordonnées suivantes (Lambert 93).

X (en m)	Y (en m)	Z (en m)
647 721,17	6 832 701,27	82,34

Tableau 3 : Coordonnées géographiques du point d'accès à l'ELOCA (Lambert 93)

La localisation de l'ELOCA est indiquée sur la Figure 1 et l'emprise de l'ELOCA en Figure 2.

Les limites territoriales de l'ELOCA sont délimitées et matérialisées par des séparations physiques en l'occurrence des grillages et des portails.



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



ELOCA - Plan de situation au 1/25000

août 2023 Néodyme



Figure 1 : Plan de situation de l'ELOCA au 1/25000

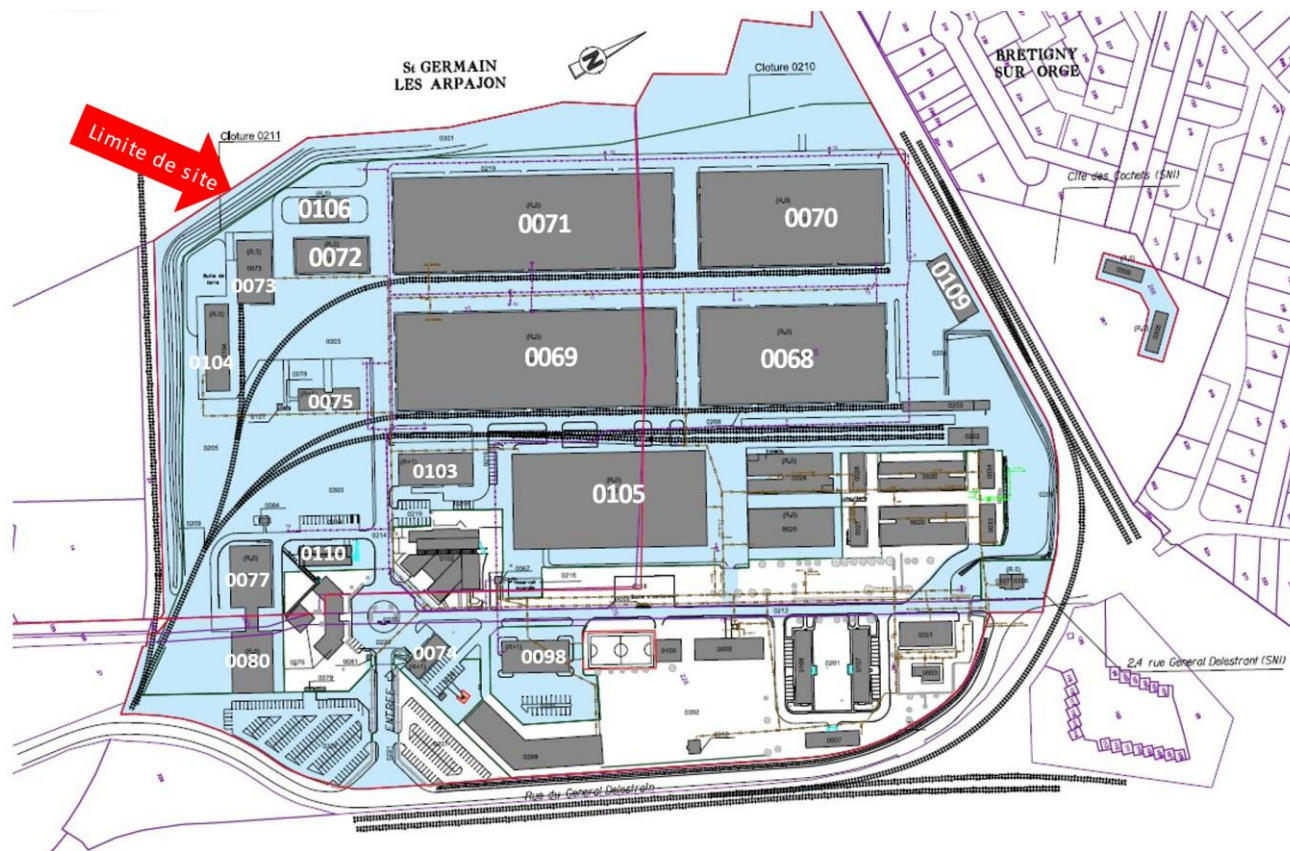


Figure 2 : Plan de masse de l'ELOCA



3.1.5 Installations existantes au sein de l'ELOCA

L'ensemble des installations et activités du site sont concernées par la régularisation :

- ▶ Les entrepôts de stockages 0068, 0069, 0070, 0071, 0072, 0105, 0106 et 0109 (ICPE 1510 et 1450)
- ▶ L'atelier bois au bâtiment 0073 (ICPE 2410),
- ▶ Les locaux de charge d'accumulateurs électriques dans les bâtiments 0068, 0069, 0070, 0071, 0098 et 0105 (ICPE 2925),
- ▶ Le bâtiment 0098 : atelier,
- ▶ Le bâtiment 0103 : atelier de maintenance,
- ▶ L'atelier 0104 : atelier de maintenance chaud et froid,
- ▶ Les bâtiments 0077 et 0080 : société ABILIS.

3.1.6 Effectif et horaires de travail

3.1.6.1 Effectif

L'ELOCA emploie actuellement environ 133 personnes, tout employeur confondu.

Le site de Brétigny-sur-Orge accueille une trentaine de militaires provenant de plusieurs corps différents de l'armée.

3.1.6.2 Horaires de travail

L'horaire de travail effectif sur le site est de 36 heures.

Les horaires de travail sont du lundi au jeudi 8h/12h et 13h/17h et le vendredi 8h/12h. En fonction de l'activité opérationnelle, des activités peuvent avoir lieu en dehors de ces horaires.

Le site est ouvert environ 240 jours par an et fermé 15 jours sur les fêtes de fin d'année.

Capacités techniques et financières

3.1.7 Capacités techniques et financières de l'ELOCA

L'ELOCA bénéficie des capacités techniques et financières du service du commissariat des armées (SCA) et du ministère des armées. Le budget attribué à l'établissement est directement en rapport avec ses missions confiées, le personnel attribué, son fonctionnement et les équipements dont il est doté.

3.1.8 Garanties financières

Conformément à l'article 1 du décret n°2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, codifié à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées exploitées directement par l'Etat.

L'ELOCA de Brétigny-sur-Orge n'est pas soumis à l'obligation de constituer des garanties financières dans le cadre de la régularisation administrative des ICPE.



4 LOCALISATION DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR LA DEMANDE D'AUTORISATION

Implantation des installations

Les installations concernées par la demande d'autorisation environnementale sont implantées au sein de l'ELOCA, à l'intérieur des limites de propriété. Elles sont toutes existantes et en activité.

Conformément à l'article R. 181-13 (alinéa 2°) du Code de l'Environnement (créé par le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017), les installations apparaissent sur le plan de situation à l'échelle 1/25 000ème reporté en annexe 1.

Références cadastrales

Les terrains de l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge sont la propriété de l'Etat. Le Ministère des Armées, représenté par le directeur du site, dispose d'une convention pour leur utilisation. Le directeur est nommé chef d'emprise.

Le découpage cadastral au sein de l'emprise de l'ELOCA regroupe des parcelles de tailles variées (Figure 3).

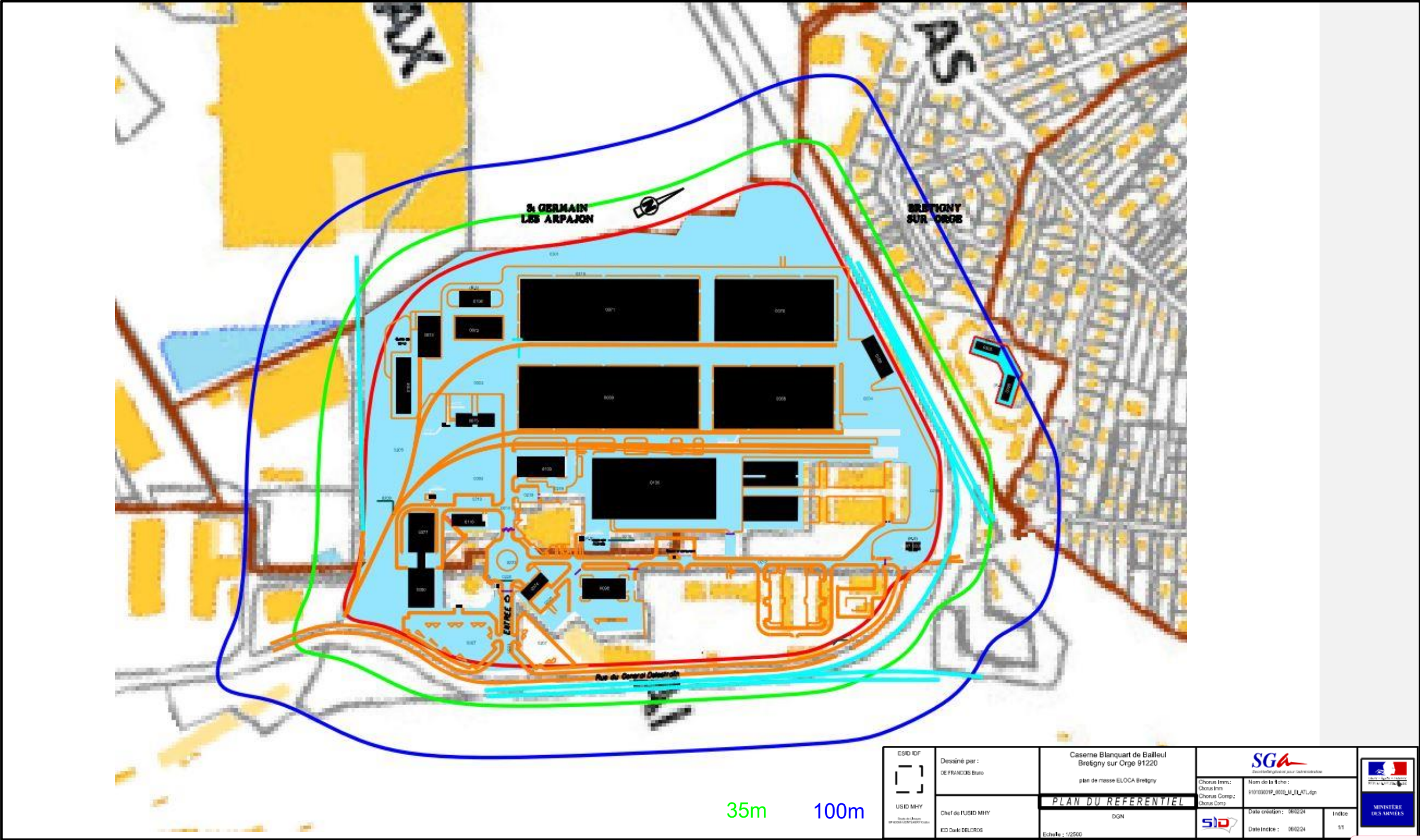




Figure 3 : Plan cadastral (ESID IDF – USID Montlhéry)

Commenté [EM2]: ELOCA: à vérifier si le plan est à jour
En attente plan à jour (Enguerran)

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

Les parcelles cadastrales concernées par les installations à régulariser sont listées dans le tableau suivant, et proviennent du G2D (outil de Gestion Domaniale de la Défense).

Commune	Ancien n° plan	Section	Numéro	Superficie (m²)
Brétigny-sur-Orge	-	AS	266	834
Brétigny-sur-Orge	-	AS	268	124
Brétigny-sur-Orge	-	AS	2666	717
Brétigny-sur-Orge	-	AI	308	121
Brétigny-sur-Orge	AI30_6	AI	311	64 783
Brétigny-sur-Orge	AI228_3	AI	313	18 320
Brétigny-sur-Orge	-	AI	315	3 232
Brétigny-sur-Orge	AI276	AI	317	470
Brétigny-sur-Orge	AI283	AI	319	562
Saint-Germain-lès-Arpajon	AY22_4	AY	30	83 163
Marolles en Hurepoix*	-	A	343	349
TOTAL				172 675

Tableau 4 : Références cadastrales des installations à régulariser (Source : G2D)

(*) La parcelle A343 positionnée dans la commune de Marolles-en-Hurepoix est en cours de cession et n'est pas liée à l'installation classée décrite dans ce dossier d'autorisation. Celle-ci ne comporte aucun bâtiment et est seulement traversée par la route des loges.

Occupation aux abords du site

Aux abords du site, la zone est majoritairement industrielle, avec différentes entreprises situées sur les villes de Brétigny-sur-Orge et Saint-Germain-Lès-Arpajon. Il y a également au Nord et à l'Est du site, un tronçon de voie ferrée (RER C notamment).



5 REGIME DE CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Généralités sur le classement des ICPE

Les activités et installations existantes de l'ELOCA relèvent de plusieurs régimes de classement et de plusieurs rubriques de la colonne A de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) telle que désignée à l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement.

Cette nomenclature des installations classées est divisée en quatre parties :

- ▶ Les substances : rubriques 1XXX,
- ▶ Les activités : rubriques 2XXX,
- ▶ Les activités relevant de la directive sur les émissions industrielles dite IED : rubriques 3XXX,
- ▶ Les substances relevant de la directive SEVESO, actuellement SEVESO 3 : rubriques 4XXX.

Chacune des rubriques de la nomenclature est identifiée par un numéro à 4 chiffres dont les 2 premiers caractérisent la famille de substance ou d'activité, et propose un descriptif de l'activité ainsi que les seuils éventuels pour lesquels un régime de classement est défini.

Les différents régimes de classement sont les suivants :

- ▶ D pour déclaration (un C peut être ajouté si l'installation est soumise au contrôle périodique par un organisme agréé),
- ▶ E pour enregistrement,
- ▶ A pour autorisation.

Pour les installations soumises à autorisation, un rayon d'affichage est précisé.

Le ministère en charge de l'écologie édite une brochure comprenant cette nomenclature qui a été prise en référence (version 54 d'octobre 2023) pour la désignation exacte des rubriques ainsi que pour les seuils de classement des installations de l'ELOCA à régulariser.

Situation administrative de l'ELOCA

Au sein de l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge, plusieurs installations et activités sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Classement ICPE de l'ELOCA



Après régularisation administrative, le classement ICPE de l'ELOCA sera le suivant :



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t (A) 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	Stockage de pastilles d'éthanol solides dans le bâtiment 0071 : pastilles de 41 grammes insérées au sein des 201 350 rations de combats stockées Soit une quantité présente de 8,3 tonnes Quantité > 1 tonne	Autorisation
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) , à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E)	Stockage d'habillement, de matériel de campagne, de matériel de campement, de mobilier HQG, d'effets techniques, de vivres et de tissus Installation existante selon rapport d'inspection n°21-6220 Un seul IPD Groupe d'IPD n°1 : 364 301 m ³ Soit une quantité maximale stockée de 364 301 m³ Quantité stockée : 17 633 t Voir détails du classement au paragraphe 5.4	Enregistrement

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
2410-2	<p>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Supérieure à 250 kW (E) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D) 	<p>Bâtiment menuiserie : 0073</p> <p>Puissance simultanée des machines : 88,85 kW</p> <p>Puissance > 50 kW</p>	<p>Déclaration</p>
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <ol style="list-style-type: none"> Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW (D) Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>Présence de chargeurs dans les bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0068 => P=10,68 kW - 0069 => P=11,93 kW - 0070 => P=15,75 kW - 0071 => P=21,80 kW - 0098 => P=1,2 kW - 0105 => P=10,34 kW <p>Tous les équipements peuvent éventuellement fonctionner en même temps.</p> <p>Puissance maximale totale calculée : 70,7 kW</p> <p>Puissance totale : 70,7 kW</p> <p>Puissance > 50 kW</p>	<p>Déclaration</p>





**Partie A : Demande d'autorisation (Présentation
du site, du contexte réglementaire, classement
ICPE/IOTA, capacités techniques et financières)
PJ47**





1185	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>1. <u>Fabrication, conditionnement et emploi</u> autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Supérieure à 800 l (A-1)b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) <p>2. <u>Emploi dans des équipements clos en exploitation.</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) <p>3. <u>Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</u></p> <ul style="list-style-type: none">1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)2) Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)	<p><u>1185.2.a</u> : 5 équipements climatiques de la DIRISI de capacité unitaire supérieure à 2 kg totalisant 21 kg de fluides (R410A, R407C)</p> <p>1 groupe chauffage/climatisation bâtiment 0110 totalisant 22,6 kg de fluides (R410A)</p> <p>=> R410A et R407C gaz à effet de serre non concernés</p> <p>Quantités cumulées < 300 kg</p> <p><u>1185.3.1</u> : Stockage de bouteilles de gaz neuf ou régénéré pour l'activité de maintenance de l'atelier chaud et froid 0103 : R134a : 128 kg</p> <p>Quantités stockées < 1 tonne</p> <p>Le stockage de fluides frigorigènes au sein des différents matériels de campagne (OPEX) n'est pas assimilable aux activités décrites à la rubrique 1185.</p> <p>Ni à la rubrique 1185-2 car ces équipements ne sont pas en exploitation sur site (mais en maintenance)</p> <p>Ni à la rubrique 1185-3 car ces équipements ne sont pas à considérer comme capacité de stockage</p>	Non Classé
------	---	---	------------

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur à 20 000 m³ 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³. <p><i>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</i></p>	<p>Présence d'une installation de distribution de carburant (bâtiment 104)</p> <p>Volume annuel de carburant (FOD) distribué :</p> <p>Année 2019 → 9367 L soit 9,3 m³</p> <p>Année 2020 → 8778 L soit 8,7 m³</p> <p>Année 2021 → 9931 L soit 9,9 m³</p> <p>Année 2022 → 12 155 L soit 12 m³</p> <p>Quantités annuelles distribuées < 500 m³</p>	Non Classé

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

2910.A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) 	<p>Installations de combustion existantes de puissance inférieure à 2 MW qui ne relevaient pas de la réglementation ICPE avant le 20 décembre 2018 (mise en service avant cette date) réparties sur le site (bâtiments 0074, 0075, 0077, 0103 et 0104) qui peuvent fonctionner simultanément mais techniquement considérées non raccordables (installations de combustion distinctes selon fiches techniques combustion).</p> <p>Pour chaque installation de combustion, on calcule la puissance totale et on détermine le régime de classement :</p> <p>Bât 0074 : 1 chaudière gaz ATLANTIC de 60,60 Kw=>P_{totale}=60,60 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0075 : 1 chaudière gaz GUILLOT de 449 kW=>P_{totale}=449 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0077 (ABILIS) : 1 chaudière gaz de 375 kW=>P_{totale}=375 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0103 : 1 chaudière gaz De Dietrich de 150 kW=> P_{totale}=150 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0104 : 1 chaudière gaz De Dietrich de 90 kW=> P_{totale}=90 kW (<1 MW)</p> <p>Présence de 3 groupes électrogènes de secours sur le site fonctionnant moins de 500 h/an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bâtiment 0067 : P_{totale}=140 kW (<1 MW) - bâtiment 0074 : P_{totale}=47 kW (<1 MW) - bâtiment 0101 : P_{totale}=363 kW (<1 MW) 	<p>Non Classé</p>
---------------	---	---	--------------------------

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
		<p>Puissance totale individuelle de chaque installation < 1 MW</p> <p><i>Nota : la chaufferie du bâtiment 0026 (comprenant 3 chaudières gaz) n'est plus en service (déconnectée)</i></p> <p><i>Selon les Fiches de Combustion version 22/11/2019, les séchoirs et cabines de peinture ne sont pas inclus</i></p>	
2930	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</p> <p>a) Supérieure à 5 000 m² (E)</p> <p>b) Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m² (DC)</p> <p>2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/j (E)</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j(DC)</p>	<p>Les bâtiments 0103 et 0104 abritent des activités de maintenance sur le matériel du SCA,</p> <p>Il n'y a pas à proprement parler « d'engins à moteurs » ni d'activités de carrosserie et tôlerie</p> <p>A ce titre, ces activités ne rentrent pas dans la catégorie d'activités désignées par la rubrique 2930</p> <p>Le bâtiment 0098 a une activité d'entretien des chariots élévateurs à moteur : vidanges, filtres, révisions, etc, et des remorques SCA (parties châssis seulement).</p> <p>Le bâtiment 0098 a une surface de 874 m²</p> <p>Surface atelier < 2000 m²</p>	<p>Non Classé</p>

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1000 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t (E) 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Gel hydro alcoolique conditionné en flacons et bidons dans le bâtiment 0071</p> <p>Stockage maximum : 17 tonnes (aujourd'hui 3 tonnes)</p> <p>Quantité totale < 50 tonnes</p>	<p>Non Classé</p>





Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i></p> <p><i>(*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718</i></p>	<p>Bâtiment 0103</p> <p>6 bouteilles de propane de 13kg</p> <p>1 bouteille de butane de 13 kg</p> <p>Bâtiment 084</p> <p>Environ 20 bouteilles de propane de 13 kg</p> <p>Quantités stockées en récipients à pression transportables < 6 t</p>	Non Classé
4719	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	<p>Bouteilles de gaz stockées en local grillagé en extérieur au bâtiment 0103</p> <p>Quantités stockées : 58,8 kg</p> <p>Quantités stockées < 250 kg</p>	Non Classé

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D) <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t</i>	10 bouteilles B5 au bâtiment 0103 2 bouteilles B50 au bâtiment 0098 Quantités stockées : 44,6 Kg Quantités stockées < 2 t	Non Classé

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i></p>	<p><u>Stockage enterré :</u></p> <p>Présence d'une cuve enterrée double paroi de 5 129 litres de gazole à côté du bâtiment 0104.</p> <p>Le réservoir enterré de gazole a un volume de 4,3 tonnes.</p> <p>Quantité totale < 250 t</p> <p><u>Autre stockage :</u></p> <p>- 28 000 L de gazole dans les réservoirs de divers matériels SCA (conteneurs, canons à air chaud) stockés dans le bâtiment 0105 soit 28 m³ soit 24 tonnes.</p> <p>- 2 cuves aériennes d'appoint (mini station distribution carburant) de 450 L :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 réservoir de 450 L de gazole dans les containers (bâtiment 0104) 1 réservoir de 450 L de gazole dans les containers (bâtiment 0103) <p>La quantité totale est 24,48 tonnes.</p> <p>Quantité totale < 50 t</p> <p>Nota : masse volumique du FOD prise à 0,85 kg/L</p>	Non Classé

Tableau 5 : Classement ICPE de l'ELOCA

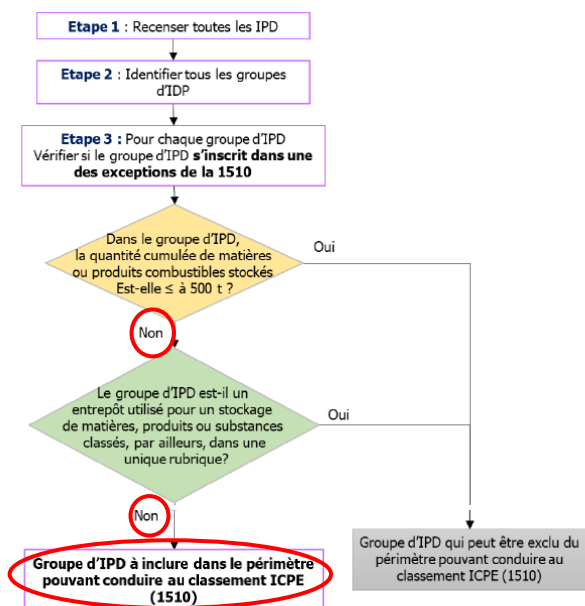
Classement par rapport aux rubriques « stockages »

5.1.1 Présentation de la démarche

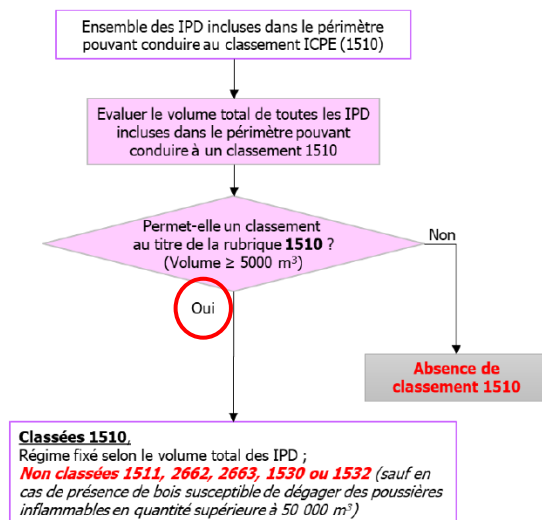
L'élaboration du recensement ICPE permettant de statuer sur le régime de classement des rubriques 1510 et autres rubriques « stockage », est réalisée en respectant les étapes suivantes, selon les logigrammes issus de la Fiche de Classement 1510 – Fiche I.2 du Guide d'application de l'AM du 11 avril 2017 (version 3 de février 2023) :

- ▶ **Etape 1** : Recensement des IPD du site (IPD : Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage) ;
- ▶ **Etape 2** : Identification des groupes d'IPD ;
- ▶ **Etape 3** : Exception éventuelle des groupes d'IPD sous la 1510 :
 - Détermination de la quantité cumulée de matières ou produits combustibles stockés
 - Analyse de la possibilité de classement du groupe d'IPD sous une unique rubrique de classement autre que 1510
- ▶ Détermination du seuil de classement sous la rubrique 1510 et sous une autre rubrique spécifique éventuelle ;
- ▶ Assujettissement au(x) texte(s) réglementaire(s) post-Lubrizol.

Les logigrammes sont présentés ci-après :



Logigramme 1 : Déterminer le périmètre pouvant conduire au classement ICPE (1510)



Logigramme 2 : Déterminer le classement puis le régime du périmètre pouvant conduire au classement ICPE (1510)

5.1.2 Recensement des IPD

Le recensement des IPD du site ELOCA est récapitulé ci-dessous :

IPD	Localisation précise	Quantités maxi de solides / liquides combustibles stockés	Total Tonnes	Volume du bâtiment (m³)
0068	Bâtiment stockage effets protection (mousse carbonée)	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes Bois : 85 tonnes / 510 m³ (*) • Plastiques (butyl) : 214 tonnes / 214 m³ • Plastiques (caoutchouc) : 17 tonnes / 17 m³ • Plastiques (divers) : 46 tonnes / 46 m³ • Plastiques (mousse carbonée polyuréthane) : 111 tonnes / 111 m³ • Plastiques (plexiglass) : 24 tonnes / 24 m³ • Papier carton 1530 : 34 tonnes / 34 m³ • Ethanol liquide 4331 : 15 tonnes • Textiles : 173 tonnes / 173 m³ • Aramide : 194 tonnes / 194 m³ 	913	57 600
0069	Bâtiment stockage habillements	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes Bois : 223 tonnes / 1338 m³ (*) • Plastiques (butyl) : 1 tonnes / 1 m³ • Plastiques (divers) : 6 tonnes / 6 m³ • Papier carton 1530 : 87 tonnes / 87 m³ • Textiles : 1202 tonnes / 1202 m³ 	1519	86 400
0070	Bâtiment stockage CCA et BQS	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes Bois : 213 tonnes / 1278 m³ (*) • Plastiques (caoutchouc) : 2,5 tonnes / 2,5 m³ • Plastiques (divers) : 72 tonnes / 72 m³ • Papier carton 1530 : 47 tonnes / 47 m³ • Textiles : 351 tonnes / 351 m³ 	685	57 600
0071	Bâtiment stockage vivres, tissus et réformes	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes Bois : 27 tonnes / 162 m³ (*) • Plastiques (caoutchouc) : 5 tonnes / 5 m³ • Plastiques (bouteilles eau) : 104 tonnes / 104 m³ • Plastiques (divers) : 165 tonnes / 165 m³ • Plastiques (mousse carbonée polyuréthane) : 111 tonnes / 111 m³ • Plastiques (plexiglass) : 0,6 tonnes / 0,6 m³ • Papier carton 1530 : 31 tonnes / 31 m³ • Ethanol liquide 4331 : 2 tonnes • Textiles : 13 851 tonnes / 13 851 m³ • Alimentaire (boitage) : 105 tonnes / 105 m³ • Aramide : 6 tonnes / 6 m³ 	14 408	86 400
0072	Bâtiment stockage protection (gilets par balles..etc)	<ul style="list-style-type: none"> • Plastiques (divers) : 1,5 tonnes / 1,5 m³ • Plastiques (plexiglass) : 0,6 tonnes / 0,6 m³ • Textiles : 1 tonnes / 1 m³ • Aramide : 12 tonnes / 12 m³ 	15	5733

IPD	Localisation précise	Quantités maxi de solides / liquides combustibles stockés	Total Tonnes	Volume du bâtiment (m³)
0105	Bâtiment stockage matériel de campagnes	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes Bois : 39 tonnes / 234 m³ (*) • Plastiques (bâches) : 18 tonnes / 18 m³ • Carburant 4734 (réservoirs canons à air chaud) : 22 tonnes 	79	63 679
0106	Bâtiment stockage	<ul style="list-style-type: none"> • Plastiques (divers) : 0,5 tonnes / 0,5 m³ • Plastiques (plexiglass) : 0,6 tonnes / 0,6 m³ • Textiles : 0,09 tonnes / 0,09 m³ • Aramide : 0,5 tonnes / 0,5 m³ 	2	2808
0109	Bâtiment stockage toilettes wc / modules distribution énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Plastiques (divers) : 13 tonnes / 13 m³ 	13	4081

Tableau 6 : Recensement des IPD – Site existant

(*) : calcul réalisé en prenant les dimensions d'une palette bois Europe suivantes 1,200X0,800X0,150 soit 0,144 m³ et pesant 24 kg soit 0,024 tonnes

Pour le plastique et les papiers/cartons, en l'absence d'information fournies par l'ELOCA, nous avons considéré une valeur arbitraire sur la base suivante : 1 tonne=1 m³

Les **stockages extérieurs** sont non pourvus de toiture, donc non considérés comme des IPD, ils sont donc écartés.

Le plan en page suivante localise ces IPD :

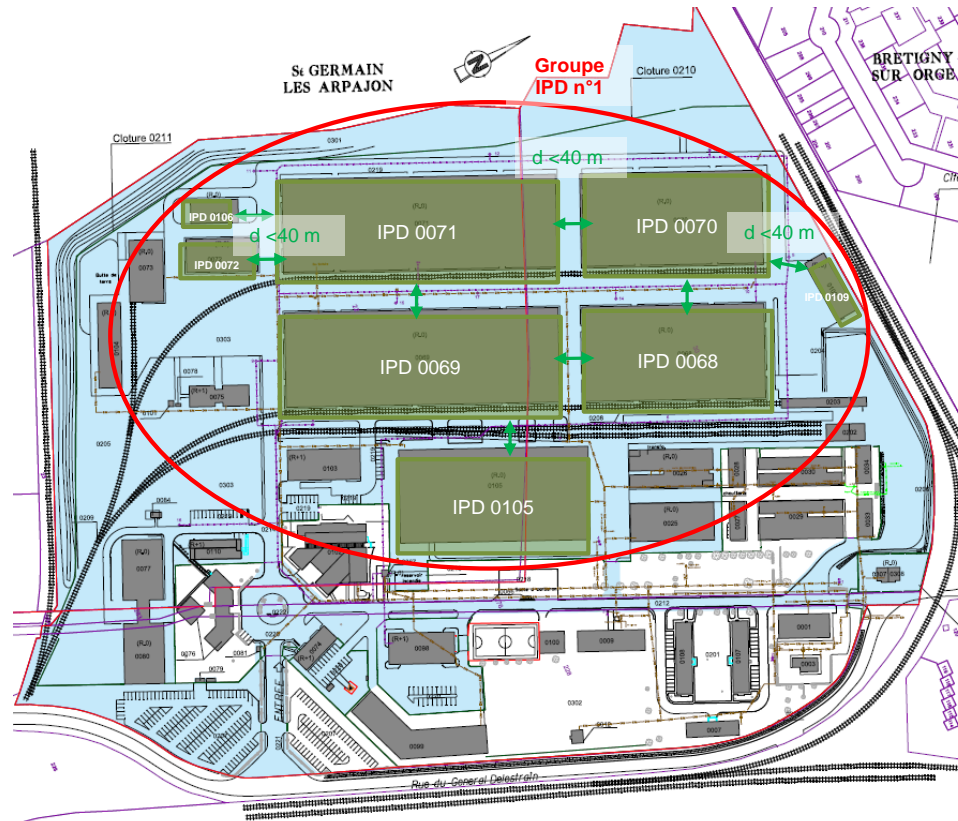


Figure 5 : Localisation des IPD des zones de stockage – Site existant

5.1.3 Définition des Groupes d'IPD

Etant donné la distance des IPD entre elles (< 40 m de distance), on dénombre, dans la situation existante :

- ▶ Un unique groupe d'IPD n°1.

La description des groupes d'IPD du site ELOCA est reprise ci-dessous :

Groupe d'IPD	Localisation précise	Quantités maxi de solides combustibles stockés	Total Tonnes	Volume total des bâtiment (m³)
1	Groupe d'IPD n°1 unique	<ul style="list-style-type: none"> • Palettes bois 1532 : 587 tonnes / 3522 m³ • Plastiques 2663 : 913 tonnes / 913 m³ • Papier carton 1530 : 199 tonnes / 199 m³ • Ethanol liquide 4331 : 17 tonnes • Textiles : 15 578 tonnes / 15 578 m³ • Aramide : 212 tonnes / 212 m³ • Alimentaire (boitage) : 105 tonnes / 105 m³ • Carburant 4734 (réservoirs canons à air chaud) : 22 tonnes 	17 633 t	364 301 m³

Tableau 7 : Description des groupes d'IPD

L'IPD n°1 dépasse les 500 tonnes de matières combustibles.

Cet IPD peut être considéré comme un entrepôt « utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature » (cf. logigramme en page suivante), si le groupe d'IPD n°1 respecte les deux conditions suivantes :

1. Tout ou partie des matières, des produits ou des substances stockées, dans ce groupe d'IPD, peuvent être classés au titre d'une rubrique autre que la rubrique 1510 ; autrement dit, des matières, produits ou substances stockés dans ce groupe d'IPD sont présents dans des quantités ou volumes dépassant les seuils de classement (seuil de déclaration) d'au moins une autre rubrique de la nomenclature des installations classées que la rubrique 1510 :
 - **Groupe d'IPD n°1 :**
 - stockages de **papier/carton** classés 1530 (**199 m³** < 1000 m³, seuil de déclaration)
 - stockages de **bois** classés 1532 (**3522 m³** > 1000 m³, seuil de déclaration)
 - stockages de **plastiques** classés 2663 (**913 m³** > 200 ou 1000 m³, seuil de déclaration)

Concernant les autres rubriques :

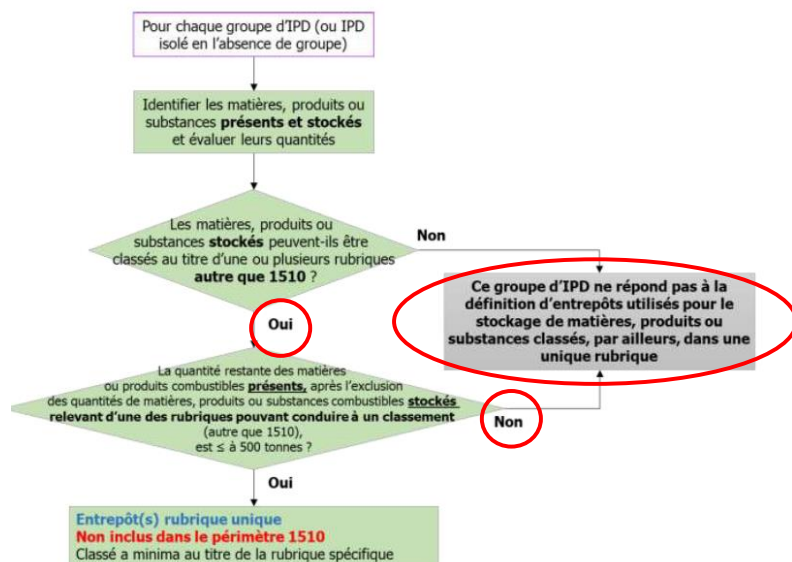
- stockage éthanol liquide non classé 4331 (17 tonnes < 50 tonnes, seuil de déclaration)
- stockage de carburant dans les réservoirs des canons à air chaud, non classé 4734 (22 tonnes < 50 tonnes, seuil de déclaration)

2. La quantité restante des matières ou produits combustibles présents doit être inférieure ou égale à 500 tonnes, après l'exclusion des quantités de matières, produits ou substances combustibles stockés relevant d'une des rubriques pouvant conduire à un classement (autre que la rubrique 1510)

➤ Groupe d'IPD n°1 :

- stockages autres que les **papier/cartons** classés 1530 : total de **17 434 tonnes** (Quantité totale stockée groupe IPD soit 17633 tonnes - Quantité totale de papier/cartons stockés IPD soit 199 tonnes => 17 633t-199t = 17 434 tonnes) > 500 tonnes
- stockages autres que le **bois** classé 1532 : total de **17 046 tonnes** (Quantité totale stockée groupe IPD soit 17633 tonnes - Quantité totale de bois stocké IPD soit 587 tonnes => 17633t-587t=17046 tonnes) > 500 tonnes
- stockages autres que les **plastiques** classés 2663 total de **16 720 tonnes** (Quantité totale stockée groupe IPD soit 17633 tonnes - Quantité totale de plastiques stockés IPD => 17633 t-913t=16720 t) > 500 tonnes

L'application du logigramme ci-dessous au groupe d'IPD 1, du site ELOCA permet de déterminer que ce groupe d'IPD ne répond pas à la définition d'entrepôt « utilisé pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique » :



Le site de l'ELOCA est donc soumis à la rubrique 1510 à enregistrement, il est en conséquence assujéti à l'arrêté ministériel Post-Lubrizol du 11/04/2017 relatif aux entrepôts couverts.



Classement par rapport à la Directive IED

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, directive IED, a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrée de la pollution provenant des activités industrielles et agricoles.

Elle est l'équivalent pour les risques chroniques de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite SEVESO 3.

La transposition en droit français de la directive IED a repris ses dispositions en les inscrivant dans le cadre de la réglementation des Installations Classées. Ainsi les activités visées par le chapitre II de la directive IED et listées à l'annexe I de cette directive ont été directement introduites dans la nomenclature des Installations Classées par la création des rubriques « 3000 ».

L'ELOCA ne relève d'aucune rubrique 3000 de la nomenclature des ICPE et ne relève donc pas des dispositions de la Directive IED.

Ne relevant pas des dispositions de la Directive IED (ni de l'obligation de constitution de garanties financières), la demande d'autorisation environnementale ne nécessite pas d'être complétée par « le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 » du Code de l'Environnement (sur l'état de pollution du sol et des eaux souterraines), ni par « la description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28 » du Code de l'Environnement.

Classement par rapport à la Directive SEVESO 3

5.1.4 Présentation de la démarche de classement

Depuis le 1^{er} juin 2015, la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive SEVESO 3 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses est entrée en vigueur en remplacement de la directive SEVESO 2.

La directive SEVESO 3 est venue adapter en profondeur son champ d'application au regard du règlement sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, lié au règlement CLP.

Ainsi, la liste des substances concernées par la directive SEVESO 3 est alignée sur le nouveau système de classification des substances dangereuses du règlement CLP. Ce règlement établit de nouvelles méthodes de classification des substances (les Mentions de Dangers « H » remplacent les phrases de risque « R »).

La transposition en droit français de ces nouvelles dispositions a conduit à des modifications substantielles de la nomenclature des installations classées. Aussi chaque substance ou mélange « dangereux » peut être visé par une rubrique 4000 de façon nommément désignée ou via les risques qu'ils présentent.

Le classement sous une « rubrique 4xxx » est évalué en fonction des catégories, classes et mentions de danger (reportées sur la fiche de sécurité) chacune de ces rubriques étant désignée par de nouveaux seuils explicites « Seuil Bas » et « Seuil Haut » (le plus pénalisant est à retenir si une substance ou un mélange relève de plusieurs rubriques).

Un inventaire des principales substances et mélanges utilisés sur le site est présenté en annexe 3.

5.1.5 Principe de classement

En vertu de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement, un établissement peut relever d'un classement SEVESO par dépassement direct d'un seuil (« seuil bas » ou « seuil haut » précisés pour chaque rubrique dans la nomenclature ICPE) ou par la règle du cumul (en additionnant les quantités par mentions de dangers et en les comparant auxdits seuils).

A cet effet, pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, doit être comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris

les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, et 2760-4 et 2792.

Par ailleurs, pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, « les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées ».

« Concernant la règle de classement par cumul, l'alinéa II de l'article R. 511-11 précise que « les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » lorsqu'au moins l'une des sommes S_a , S_b ou S_c définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

- **Dangers pour la santé** : la somme S_a est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visé par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum \frac{q_x}{Q_{x,a}}$$

- ✓ où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et,
- ✓ « $q_{x,a}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199.

Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

- **Dangers physiques** : la somme S_b est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum \frac{q_x}{Q_{x,b}}$$

- ✓ où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et,
- ✓ « $q_{x,b}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499.

Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

- **Dangers pour l'environnement** : la somme S_c est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visé par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum \frac{q_x}{Q_{x,c}}$$

- ✓ où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et,
- ✓ « $q_{x,c}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599.

Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes S_a , S_b ou S_c les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas. Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités « q_x » si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement ».

5.1.6 Dépassement direct du seuil SEVESO

Le dépassement direct du seuil SEVESO est vérifié pour chaque rubrique identifiée par rapport aux seuils définis dans les rubriques 4000 de la nomenclature.

Selon le classement précédent (chapitre 3.1 Classement ICPE »), l'ELOCA ne présente pas de rubrique 4000 classée et donc ne dépassant un seuil SEVESO.

5.1.7 Dépassement du seuil SEVESO par la règle des cumuls

L'objectif est d'évaluer si l'établissement est redevable des exigences SEVESO, dans le cas où les seuils ne seraient pas directement atteints.

En l'occurrence, il nous faut vérifier que le Seuil Bas ou le Seuil Haut n'est pas atteint par la règle des cumuls.

La règle de cumul est utilisée pour évaluer de manière globale les dangers pour la santé (a), les dangers physiques (b) et les dangers pour l'environnement (c).



Pour chacun des types de dangers, la somme est calculée pour l'ensemble des substances et mélanges dangereux concernés selon la formule suivante (ici présentée pour la somme (a)) :

$$S_a = \sum \frac{q_x}{q_{x,a}}$$

avec :

- q_x : la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement
- $Q_{x,a}$: la quantité du seuil bas ou seuil haut mentionné à la rubrique applicable

Certaines substances et mélanges présents sur le site ELOCA sont concernés par la règle des cumuls pour les critères « a », « Danger pour la santé » ; « b », « Danger physiques » ; « c », « Danger pour l'environnement ».

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

Le tableau ci-dessous présente les résultats des calculs de la règle de cumul :



	Somme (a) Seuil haut	Somme (a) Seuil bas	Somme (b) Seuil haut	Somme (b) Seuil bas	Somme (c) Seuil haut	Somme (c) Seuil bas
Cumul seuil haut	0	/	0,008	/	0,049	/
Cumul seuil bas	/	0	/	0,017	/	0,121

Tableau 8 : Tableau classement SEVESO règle des cumuls – Site ELOCA

L'ELOCA ne présente pas de rubrique 4000 classée et donc ne dépassant un seuil SEVESO par le seuil haut ou le seuil bas par la règle des cumuls (<1).

Les quantités de substances et mélanges stockées au sein des installations de l'ELOCA sont très inférieures par cumul direct et / ou indirect aux seuils bas ou haut au sens de l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement.

En d'autres termes, l'ELOCA n'est pas visé par la Directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « SEVESO 3 ».

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--



Classement au titre de la Loi sur l'Eau (IOTA)

Le tableau ci-après présente le classement lié au site ELOCA selon la nomenclature Loi sur l'Eau :

Rubrique N°	Définition de l'activité et seuils	Seuil de classement	Observations
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	D	Surface totale de 18,1 ha, selon étude TP AE (voir Annexe 4 de l'étude d'incidence).

Tableau 9 : Tableau de classement IOTA – ELOCA

Le site ELOCA est donc classé à déclaration selon la nomenclature Loi sur l'Eau.

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

Bilan de classement au titre du Code de l'Environnement selon l'annexe de l'article R122-2

Le site ELOCA est également concerné par les rubriques / catégories suivantes, selon l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement :

Rubrique / catégorie de projet	Définition de l'activité et seuils	Situation projetée	Régime
1 – INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement (<i>évaluation environnementale</i>)	Etablissement non IED	NON SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (<i>examen au cas par cas</i>)	Installation classée à autorisation sous la rubrique 1450	SOUMIS AU CAS PAR CAS
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (<i>évaluation environnementale</i>)	Etablissement non Seveso – le projet ne dépasse pas les seuils Seveso	NON SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
	b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement) (<i>examen au cas par cas</i>)	Classement à enregistrement sous la rubrique 1510 (passage de l'autorisation à l'enregistrement suite à un changement de nomenclature)	PROJET SOUMIS AU CAS PAR CAS

Tableau 10 : Tableau de classement au titre du Code de l'Environnement selon l'annexe de l'article R122-2 – Site ELOCA

Le site ELOCA est donc soumis à la réalisation de l'examen au cas par cas selon l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

L'examen au cas par cas a été déposé le 22/12/2022. La décision après examen a été rendue le 25/01/2023 et le site ELOCA n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Une évaluation des incidences sera réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les installations relèvent de la rubrique 1 du tableau annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement.

Après examen au cas par cas par le CGDD, le projet de régularisation administrative des installations ICPE de l'ELOCA n'est pas soumis à évaluation environnementale (Décision annexée en pièce F – PJ6).

Réglementation applicable

Ce titre présente les principaux textes réglementaires applicables au projet en matière de protection de l'environnement, ne se valant toutefois pas exhaustif.

5.1.8 Procédure de demande d'autorisation environnementale

Depuis le 1^{er} mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et pour les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA), sont fusionnées au sein de l'autorisation environnementale.

Cette modification prend sa source dans les trois textes réglementaires suivants :

- Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017.
- Décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017.
- Décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017.

L'autorisation, demandée en une seule fois auprès du préfet de département, inclut un ensemble de législations applicables relevant de différents codes :

- Code de l'environnement : autorisation au titre des ICPE, autorisation au titre des IOTA, autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de Corse, autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés, dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés, agrément pour l'utilisation d'OGM, agrément des installations de traitement des déchets, déclaration IOTA, enregistrement et déclaration ICPE, autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre.
- Code forestier : autorisation de défrichement.
- Code de l'énergie : autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité.
- Code des transports, code de la défense et code du patrimoine : autorisation pour l'établissement d'éoliennes.



Ces modifications visent la simplification des différentes étapes de la demande, intégrant :

- Des échanges en amont du dépôt de dossier.
- Une évaluation environnementale recourant plus souvent à un examen préalable au cas par cas.
- Un régime contentieux modernisé.

Dans la même optique, l'articulation entre les règles d'urbanisme et la demande d'autorisation environnementale a été reformée.

- Le porteur de projet choisit librement le moment où il sollicite un permis de construire et ce dernier peut être délivré avant l'autorisation environnementale (sans pouvoir être exécuté toutefois avant la délivrance de l'AE). Pour les éoliennes, l'autorisation environnementale dispense de permis de construire.
- Le permis de démolir peut pour sa part recevoir exécution avant la délivrance de l'autorisation environnementale (sous conditions).
- Une modification du document d'urbanisme en cours peut être retenue.
- L'enquête publique est unique lorsqu'elle est requise pour les deux décisions (ICPE et PC). Dans notre cas, il n'y a pas d'enquête publique, mais une consultation du public, selon l'article L123-19.

La réforme veut *in fine* voir les délais de procédures réduits avec un objectif de 9 mois d'instruction dans le cas général (contre 12 à 15 mois) en respectant les règles de fond et en protégeant les intérêts fondamentaux visés par les législations applicables.

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	--

Les étapes, jalons et délais attendus de la procédure d'Autorisation Environnementale sont résumées ainsi :

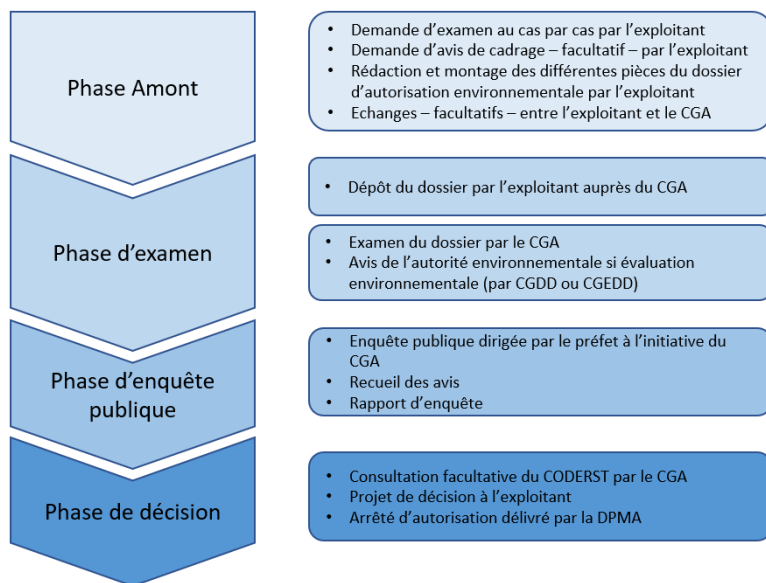


Figure 6 : Procédure d'autorisation environnementale

Les installations à régulariser relèvent du régime de l'autorisation au titre des ICPE et suivent de fait cette procédure de demande d'autorisation environnementale.

La demande d'autorisation environnementale est déposée au titre des ICPE et ne nécessite pas d'autre autorisation environnementale.

Toutefois, les installations relevant de la défense nationale, certaines particularités de forme et de fond lui sont applicables au dehors du contexte général de l'autorisation environnementale « classique » comme cela était déjà le cas précédemment à cette réforme.

5.1.9 Autres textes réglementaires applicables

De manière non exhaustive, au-delà des textes créés et/ou modifiés par la réforme de l'autorisation environnementale, d'autres textes sont associés aux demandes ICPE :

- ▶ Articles L. 181-1 à L. 181-31 du Code de l'Environnement,
- ▶ Articles R. 181-1 à R. 181-56 du Code de l'Environnement,
- ▶ Article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement,
- ▶ Article R. 511-9 du Code de l'Environnement fixant la Nomenclature des ICPE,
- ▶ Articles R. 512-34 et suivants du Code de l'Environnement, section 1 « Installations soumises à autorisation », fixant les conditions communes aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relevant du régime de l'Autorisation,



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



- ▶ Loi du 3 janvier 1992 sur l'eau (abrogée par l'Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000),
- ▶ Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- ▶ Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- ▶ Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- ▶ Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des ICPE soumises à autorisation.

Rayon d'affichage et communes de la consultation du public

Comme vu précédemment, les installations exploitées par l'ELOCA et concernées par la régularisation administrative relèveront du régime de l'Autorisation pour la rubrique 1450 de la nomenclature des ICPE. Le rayon d'affichage de la consultation du public est de 1 km.

Dans ce rayon, sont intégrés les territoires des communes suivantes, toutes situées dans le département de l'Essonne :

- ▶ Brétigny-sur-Orge,
- ▶ Saint-Germain-Lès-Arpajon.

Ce rayon d'affichage et les limites communales sont illustrés sur la figure suivante.

ELOCA - Rayon d'affichage 1 km

juin 2023 Néodyme

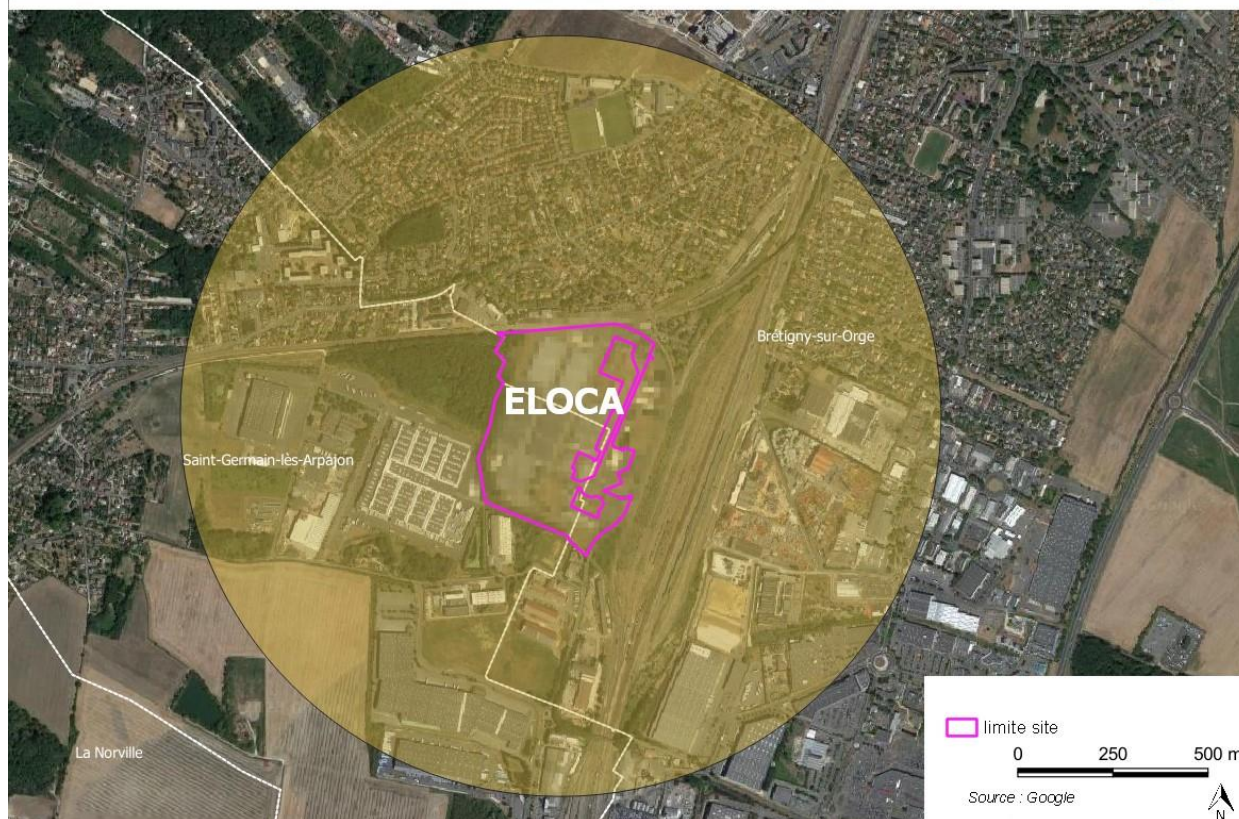


Figure 7 : Communes intégrées dans le rayon d'affichage de la consultation publique



Présentation des documents d'urbanisme et servitudes

5.1.10 Documents d'urbanisme

Les installations faisant l'objet d'une régularisation administrative occupent des parcelles cadastrales réparties sur les communes Brétigny-sur-Orge et Saint-Germain-Lès-Arpajon.

Les deux communes possèdent un plan local d'urbanisme (PLU).

Pour rappel, dans le cadre de la présente demande d'autorisation, les installations concernées sont existantes et en exploitation, aucuns travaux ni nouvelle construction ne sont prévus. Par ailleurs, conformément à l'arrêté du 5 décembre 2008 et aux articles R. 422-1 et R. 422-2 du Code de l'Urbanisme, toute construction au sein de l'ELOCA est dispensée de toute formalité au titre du code de l'Urbanisme.

Aucune demande d'urbanisme n'est donc nécessaire.

5.1.11 Servitudes

5.1.11.1 Servitudes internes de l'ELOCA

L'exploitation de l'ELOCA ne conduit pas à l'application de servitudes de plusieurs natures.

5.1.11.2 Servitudes d'utilité publique externes à l'ELOCA

Il n'y a pas de servitudes d'utilité publique qui pourraient constituer une limitation administrative au droit de propriété, instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique.

Annexe 1 : Autorisation d'occupation temporaire du domaine public des armées non constitutive de droit réel



Centre interarmées de coordination du soutien
Base de défense Île-de-France
Division appui au fonctionnement du ministère

Saint-Germain-en-Laye, le 08 OCT. 2021
N° ~~502 884~~ ARM/CICoS/BdD IDF/ DAFM/ BSI/ NP

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DES ARMÉES NON CONSTITUTIVE DE DROIT RÉEL ☒ Standard ☐ Animaux ☐ Ruches

L'État/ministère des Armées, représenté par le général de division, commandant la base de défense d'Île-de-France ;

- Vu le code de la défense ;
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2121-1 et suivants et R.2122-1 et suivants ;
- Vu les articles R.733-3 à R.733-13 du code de la sécurité intérieure fixant les modalités de traitement des biens immobiliers de l'État de la situation pyrotechnique des biens immobiliers de l'État dont le ministère des Armées est utilisateur ;
- Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;
- Vu la demande en date du 24 juillet 2020 du Groupe ABILIS – SIRET 807 897 970 000 16 7 avenue des Ternes – 75017 Paris, ci-après dénommé(e) « le permissionnaire » ;
- Vu la décision de la direction départementale des finances publiques de l'Essonne en date du 2 février 2021 ;
- Vu l'accord-cadre n°2020.080.2020.066.00.00 notifié au groupe ABILIS le 16 juin 2020.

ARTICLE 1^{er} – OBJET – CONDITIONS GÉNÉRALES

L'État/ministère des Armées autorise le permissionnaire à utiliser le bien suivant :
- dénomination de l'immeuble : CASERNE INTENDANT GENERAL BLANQUART DE BAILLEUL ;
- situé à : 1 rue du général Delestraint – 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE (Essonne) ;
- immatriculé au fichier des armées sous le n° 910103001P et dans « Chorus » sous le n°157619 ;
- uniquement :
- BAA, Bâtiment 077 (n° Chorus : 251744) à l'exception du local 014, situé sur la commune de Saint Germain les Arpajon (91) ;
- BAA, Bâtiment 080 (n° Chorus : 307771) à l'exception des locaux 008 bis et 011 situé sur la commune de Brétigny sur Orge (91).
conformément aux plans joints en annexe.



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Cette mise à disposition est consentie exclusivement pour permettre l'entretien et la réparation des équipements de protection balistique et du matériel de soutien de l'homme dans le cadre de son marché n° 2020.080.2020.066.00.00

ARTICLE 2 – DATE DE MISE À DISPOSITION DES LIEUX ET DURÉE

La présente autorisation est accordée, à titre précaire et révocable, pour la durée de l'accord cadre (7 ans maximum) à compter du 1^{er} février 2021, sous réserve des dispositions de l'article 11.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Cet acte deviendra caduc en cas de cession de l'immeuble.

L'autorisation sera déclarée nulle au terme d'un (01) an à partir de la date de son établissement s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. La demande de renouvellement de l'autorisation devra être présentée par le permissionnaire trois (03) mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.

ARTICLE 3 – CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition. Toute sous-location et toute cession de ces biens sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis de l'État, de toutes ses obligations.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel, artisanal ou agricole. À ce titre les activités militaires demeurent prioritaires.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions des articles L.145-1 et suivants du code de commerce et ne peut donner lieu à la propriété commerciale par le permissionnaire.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le permissionnaire doit garantir l'accès aux biens mis à disposition, à tout moment de ses heures ouvrées, aux techniciens du centre interarmées du soutien équipement commissariat (CIEC) afin de leur permettre d'effectuer les contrôles et la maintenance de la machine « visiteuse ». À ce titre, le permissionnaire est tenu de conserver un périmètre suffisant autour de la machine « visiteuse » qui doit rester impérativement fixe afin d'éviter tout dysfonctionnement.

Une armoire électrique située sur les biens mis à disposition doit demeurer impérativement accessible à tout moment afin de permettre notamment les contrôles et vérifications périodiques obligatoires de ces installations électriques.

ARTICLE 5 – ÉTAT DES LIEUX

Le permissionnaire prend l'immeuble dans l'état où il se trouve sans pouvoir, d'aucune manière, se retourner contre l'État pour quelque cause que ce soit.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités (état des lieux d'entrée) et lors de leur restitution (état des lieux de sortie).

ARTICLE 6 – MODALITÉS PRATIQUES ET ACCÈS AU SITE

Les modalités pratiques de la mise à disposition de même que les conditions d'accès et de circulation du permissionnaire dans l'immeuble militaire sont déterminées et arrêtées directement et localement avec l'autorité militaire du site.

Le permissionnaire s'engage à se conformer à toutes les exigences qui pourraient lui être imposées par l'autorité militaire.

Le permissionnaire est entièrement responsable de la qualité des personnes devant pénétrer dans la partie de l'immeuble mise à disposition et doit être en mesure de produire, chaque fois que nécessaire, toutes les justifications utiles qui pourraient lui être demandées par l'autorité militaire.

Hors usage défini à l'article 1, le stockage de matières ou de produits dangereux et/ou polluants est strictement interdit.

ARTICLE 7 – REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à titre gratuit, par la direction départementale des finances publiques de l'État de l'Essonne par correspondance du 2 février 2021 étant donné que son activité ne servira qu'aux militaires.

ARTICLE 8 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Le permissionnaire prend à sa charge les frais de fonctionnement selon la convention de fonctionnement établie avec l'autorité militaire du site.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire doit assumer les risques et traiter les litiges, de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il est seul responsable, tant envers l'État/ministère des Armées qu'à l'égard des tiers, de tout accident, dégât ou dommage. Ainsi, tous les accidents, dégâts ou dommages causés par le permissionnaire seront pris en charge par ce dernier, tant sur le plan financier que pour la réalisation des travaux de remise en état.

Il appartient également au permissionnaire d'utiliser les biens conformément aux réglementations incendie en vigueur et de prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre le risque d'incendie.

Le permissionnaire est responsable de l'application de la législation relative à la santé et à la sécurité au travail.



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



L'État/ministère des Armées ne peut en aucun cas être tenu responsable en cas de non-respect par le permissionnaire des dispositions de la présente autorisation.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'ASSURANCE

Afin de couvrir les risques liés à son activité, le permissionnaire doit souscrire les polices d'assurance correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Ces contrats doivent notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites doivent garantir l'État/ministère des Armées contre le recours des tiers, pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurance auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le permissionnaire doit communiquer à l'État/ministère des Armées les attestations d'assurance préalablement à toute occupation dans le mois suivant la signature de la présente décision.

L'État/ministère des Armées peut en outre, à toute époque, exiger du permissionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurance. Cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'État/ministère des Armées pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

ARTICLE 11 – RETRAIT – RÉVOCATION – RENONCIATION

1°) Retrait à l'initiative de l'État

L'État/ministère des Armées se réserve le droit de retirer l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision de l'État/ministère des Armées. Notification en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception au permissionnaire. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par l'État/ministère des Armées.

2°) Révocation à l'initiative de l'État

L'État/ministère des armées peut révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, pour les investissements ou frais engagés par lui, notamment dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

3°) Renonciation à l'initiative du permissionnaire



**Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47**



Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de trois (03) mois au moins. Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 – ENTRETIEN COURANT ET PROPRIÉTÉ

L'entretien courant et la propriété permanente des biens mis à disposition sont à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 13 – APPROBATION PRÉALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX

Le permissionnaire s'engage à soumettre à l'agrément de l'État/ministère des Armées, les projets de toute nature qu'il entendrait réaliser sur les biens mis à disposition.

Le dossier du projet comprendra les plans, notes de calcul, description des procédés, mémoire, leurs devis estimatifs, ainsi que le programme de réalisation.

ARTICLE 14 – SORT DES BIENS À LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la présente autorisation, pour quelque cause que ce soit, le permissionnaire reprendra les équipements qu'il aura installés et remettra, à ses frais, les biens mis à sa disposition tels que décrits dans l'état des lieux d'entrée. Faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire.

Toutefois, l'État/ministère des Armées peut l'en dispenser s'il estime y trouver un intérêt.

Par ailleurs, conformément à l'article L.2122.9 du code général de la propriété des personnes publiques, les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier dont le maintien à l'issue de la présente décision a été accepté, deviennent de plein droit et gratuitement la propriété de l'État, francs et quittes de tous privilèges et hypothèques.

ARTICLE 15 – NULLITÉ

Si l'une ou plusieurs clauses de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le ressort du tribunal administratif compétent pour toutes les actions concernant la présente autorisation est celui dont dépend l'adresse de l'immeuble précité.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITÉ ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 18 – DROIT RÉEL

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par l'article L.2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 19 – IMPÔTS, TAXES, DÉCLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient être assujettis les biens mis à sa disposition.

Le permissionnaire fera, en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration, notamment de constructions nouvelles, prévue par le code général des impôts (article 1406 CGI).

ARTICLE 20 – POLLUTION PYROTECHNIQUE ET/OU INDUSTRIELLE DES SOLS

Conformément aux dispositions des articles R 733-1 à R 733-13 du code de la sécurité intérieure, les biens mis à disposition ont fait l'objet d'un examen de leur situation vis-à-vis du risque pyrotechnique.

Aucune pollution pyrotechnique de surface n'a été mise en évidence.

La nature des biens mis à disposition ainsi que l'usage qui en sera fait par le permissionnaire ne nécessitent pas la réalisation d'une opération de dépollution pyrotechnique afin d'assurer l'utilisation des biens mis à disposition sans danger pour la santé, la salubrité et la sécurité publique.

Toutefois, le permissionnaire doit se conformer strictement à sa demande. Il est exclu toute autre utilisation que celle prévue dans la présente autorisation et notamment tout type de travaux ou d'usages agressifs vis-à-vis des sols et sous-sols.

En application de l'article R 733-13 du code de la sécurité intérieure, l'attestation n° 501036 ARM/SGA/ESID-IDF/DIVGP/BGAD/SAD du 29 mars 2021 est délivrée.

ARTICLE 21 – INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) ET INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITÉS LIÉS À LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Aucune ICPE n'est recensée au droit des bâtiments 080 et 077 et il n'y a pas de IOTA.

En ce qui concerne l'activité du permissionnaire celui-ci est tenu de respecter la législation en matière environnementale et en particulier la Loi sur l'Eau.

Les rejets dans les égouts doivent faire l'objet d'une convention de déversement. Aucun rejet industriel ou domestique n'est admis dans le réseau eaux pluviales. Des contrôles de qualité pourront être réalisés à la demande de l'ELOCA de façon à se conformer aux exigences définies dans la convention de déversement.

L'entreprise a l'obligation d'alerter l'ELOCA en cas de déversement accidentel de produits.



Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



ARTICLE 22 – DÉTERMINATION DU CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC ET TRAVAUX DE MISE EN SECURITÉ ÉVENTUELS À RÉALISER

Sans objet.

ARTICLE 23 – ÉVALUATION DES INCIDENCES DE L'ACTIVITÉ SUR LE SITE CLASSÉ NATURA 2000

Sans objet

ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE RESPONSABLE DE L'IMMEUBLE

En cas de changement d'unité ou service responsable de l'immeuble, l'ensemble des dispositions de la présente autorisation garderont leur pleine et entière valeur sans qu'il soit nécessaire de procéder à l'établissement d'un avenant.

ANNEXE 25 – ANNEXE(S)

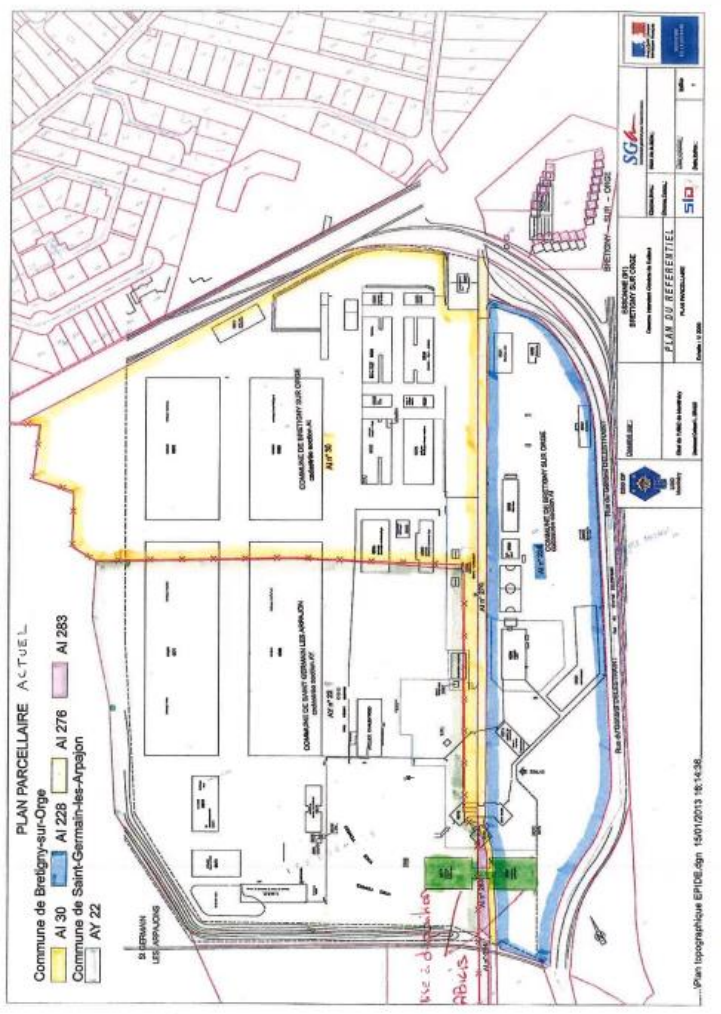
- Annexe 1 : plan de masse ;
- annexe 2 : plan bâtiment 77 ;
- annexe 3 : plan bâtiment 80 ;
- annexe 4 : attestation d'examen de la situation pyrotechnique ° 501036 ARM/SGA/ESID-IDF/DIVGP/BGAD/SAD du 29 mars 2021.

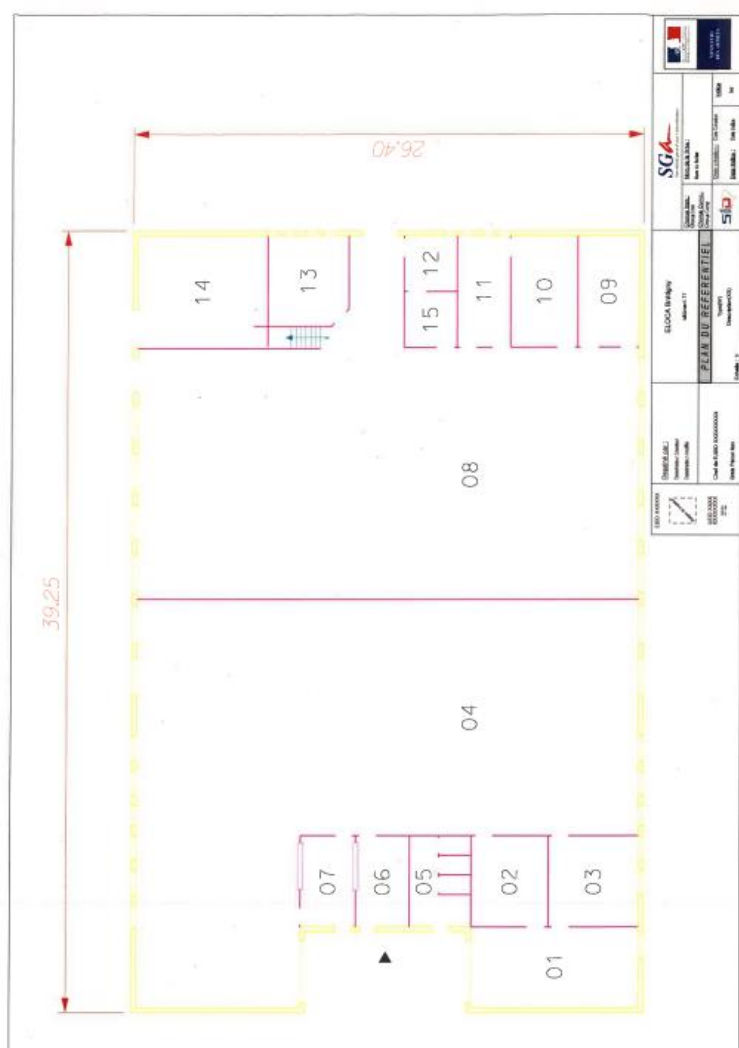
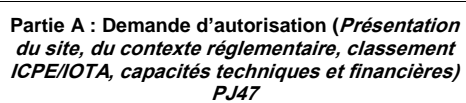
ARTICLE 26 – DIFFUSION DE L'ACTE

Le présent acte sera adressé au chef de l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Montlhéry, chargé d'en diffuser :

- l'original au permissionnaire ;
- une copie à la direction départementale des finances publiques de l'Essonne ;
- une copie au responsable de site ;
- une copie également au GSBdD de rattachement (paiement des fluides/énergies/charges).









Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation
du site, du contexte réglementaire, classement
ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47



Annexe 2 : Plan de situation des installations au sein de l'ELOCA (échelle 1/25000^{ème}) – PJ1

ELOCA - Plan de situation au 1/25000

août 2023 Néodyme















Partie A : Demande d'autorisation (*Présentation
du site, du contexte réglementaire, classement
ICPE/IOTA, capacités techniques et financières*)
PJ47











Annexe 3 : Inventaire des principales substances / mélanges utilisés au sein de l'ELOCA









	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
GAZOLE F54/1	0098 0103 0104 0105	<u>Bât 0104</u> : 1 cuve enterrée 5000 L <u>Bât 0103</u> : 1 cuve aérienne 400 L <u>Bât 0104</u> : 1 cuve aérienne 400 L <u>Bât 0105</u> : 28 000 L dans les réservoirs des canons à air chauds stockés Soit 28,4 tonnes	   	H226 - Liquide et vapeurs inflammables H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires H315 - Provoque une irritation cutanée H332 - Nocif par inhalation H351 - Susceptible de provoquer le cancer H373 - Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée H411 - Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme	Oxydants forts, acides forts bases fortes, herbicides halogènes	Inflammable	0,5 / 5 %	CO et CO2, Hydrocarbures variés, aldéhydes et suies	Toxique par inhalation Toxique pour les organes cibles Toxicité chronique pour le milieu aquatique
GEL HYDRO ALCOOLIQUE ANTISEPTIQUE DES MAINS - KISBY	0071	17 tonnes	 	H225 - Liquide et vapeurs très inflammables H319 – Provoque une sévère irritation des yeux	Sans objet	Inflammable	/	CO et CO2 Autres composés organiques	Sans objet
ABSORBANT INORGANIQUE POUR SOLS XS-902	0103 0104	200 kg 15 kg	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet



	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
SOLVANT A SECHAGE RAPIDE XS-841	0103 0104	140 kg 15 kg	  	H226 - Liquide et vapeurs inflammables H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires H336 - Peut provoquer somnolence ou vertiges EUH066 - L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau	Les vapeurs peuvent former un mélange explosif avec l'air. Matières incompatibles Tenir à l'écart de/des : - agents oxydants forts.	Inflammable	0,6 / 6,5	La décomposition thermique peut dégager/former : - monoxyde de carbone (CO) - dioxyde de carbone (CO2) - hydrocarbures variés - aldéhydes - suies	
NETTOYANT INDUTRIEL POLYVALENT XS-87	0103 0104	60 kg 115 kg	  	H226 - Liquide et vapeurs inflammables H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires H336 - Peut provoquer somnolence ou vertiges EUH066 - L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau.	Les vapeurs peuvent former un mélange explosif avec l'air. Matières incompatibles Tenir à l'écart de/des : - agents oxydants forts.	Inflammable	0,6 / 6,5	La décomposition thermique peut dégager/former : - monoxyde de carbone (CO) - dioxyde de carbone (CO2) - hydrocarbures variés - aldéhydes - suies	Toxicité aiguë par voie orale, cutanée et inhalation



	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---



Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
DETERGENT XS 78	0103	40 kg		H315 - Provoque une irritation cutanée	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
	0104	80 kg		H318 – Provoque de graves lésions des yeux					
LIQUIDE LAVE GLACE XS-762	0098	40 kg	 	H225 – Liquide et vapeurs très inflammables	Oxydants forts, acides forts bases fortes,	Très inflammable	Sans objet	CO et CO2 Fumées Oxyde d'azote	Sans objet
	0104	60 kg							
LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT XS-791	0098	200 kg	 	H373 - Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée	Matières incompatibles : Oxydants forts, acides forts bases fortes	Sans objet	3,2 / 15,3%	CO et CO2 Aldéhydes	Toxicité aiguë par voie orale
	0103	200 kg							
	0104	60 kg							
CLEAN MOUSSE 7860	0098	60 kg	 	H315 - Provoque une irritation cutanée	Matières incompatibles : Acides	Sans objet	Sans objet	CO et CO2	Sans objet
				H318 – Provoque de graves lésions des yeux					
REACID 1 EPGC - DETERGENT	0103	35 kg		H314 – Corrosifs/irritant pour la peau	Réagit violemment avec les bases et les agents oxydants	Sans objet	Sans objet	Libération de gaz/vapeurs toxiques et corrosifs p.ex.: (oxydes de phosphore). Oxydes de carbone (CO, CO2)	Sans objet
	0104	5 kg		H318 – Provoque de graves lésions des yeux					


	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
ACETONE XS 67	0103	30 kg	 	H225 – Liquide et vapeurs très inflammables H319 – Provoque une sévère irritation des yeux H336 - Peut provoquer somnolence ou vertiges	Les vapeurs peuvent former un mélange explosif avec l'air Tenir à l'écart de/des : - agents réducteurs forts - agents oxydants - composés halogénés - métaux alcalins - peroxyde d'hydrogène - éthanolamine Caoutchouc, matières plastiques	Liquide inflammable	2,5 / 14,3 %	CO et CO2	Sans objet

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
FLUIDE FRIGORIGENE R404A	Groupes froid Bâtiment 0103	64 kg dans les équipements		Contient un gaz sous pression	Non classé comme danger de réactivité / Matières incompatible : Les agents oxydants forts, les métaux alcalins et les métaux finement divisés.	Ininflammable	Non concerné	A haute température, décomposition thermique en produits très toxiques et corrosifs, dont : - Fluorure d'hydrogène - Oxydes de carbone	Non classé sur la base des informations disponibles.
FLUIDE FRIGORIGENE R134A	Groupes froid Bâtiment 0103	128 kg dans les équipements		Contient un gaz sous pression	Produit qui peut réagir avec les agents oxydants forts. / Matières incompatible : Métaux alcalins et alcalino- terreux, Oxydants forts, Métaux finement divisés.	Ininflammable	Non concerné	Température de décomposition : > 370 °C A haute température, décomposition thermique en produits toxiques et corrosifs : Fluorure d'hydrogène gazeux (HF). Oxydes de carbone	Non classé sur la base des informations disponibles.

	Partie A : Demande d'autorisation (<i>Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières</i>) PJ47	
---	---	---

Nom Produit Code	Bâtiment	Quantité maximale et mode de stockage	Etiquetage de danger	Mentions de danger	Réactivité /incompatibilité	Inflammabilité & comportement au feu	Explosibilité LIE /LSE (% en vol)	Décomposition thermique	Toxicité aiguë pour l'Homme ou l'environnement
FLUIDE FRIGORIGENE R448A	Groupes froid Bâtiment 0103	30 kg dans les équipements		Contient un gaz sous pression	Produit stable à température ambiante, non susceptible de polymérisation. Se décompose par chauffage / Matières incompatible : Métaux alcalins et alcalino-terreux, Oxydants forts, Métaux finement divisés.	Ininflammable	Non concerné	A haute température, décomposition thermique en produits très toxiques et corrosifs, dont : - Fluorure d'hydrogène - Oxydes de carbone	Non concerné